Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **23 (2007)**

PDF erstellt am: **01.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Alain Clavien & Nelly Valsangiacomo (dir.), *Les intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres,* Lausanne, Antipodes, 2006, 147 pages.

Ce petit ouvrage collectif résultant d'un colloque de 2003 sur le thème des intellectuels antifascistes dans la Suisse de l'entre-deux-guerres nous donne l'occasion de revenir et de faire le point sur une histoire qui est reliée à l'esprit de fermeture qui s'est régulièrement affirmé dans ce pays en matière d'accueil et d'exil. C'est ainsi que les intellectuels antifascistes, qu'ils aient été ou non des réfugiés, ont constamment connu la défaite. Stigmatisés au fil de leur combat, ils n'ont pas été mieux reconnus après-guerre parce qu'ils étaient devenus des révélateurs des ambiguïtés et des accommodations de la bourgeoisie helvétique à l'égard des fascismes. Depuis lors, l'historiographie dominante ne les a guère intégrés dans ses productions. Et la mémoire de leur présence en Suisse s'est largement perdue. Ce qui rend d'autant plus utile la publication dirigée par Alain Clavien et Nelly Valsangiacomo.

Rien n'a vraiment été fait pour rendre possible et stimuler l'activité intellectuelle et culturelle de ces réfugiés victimes des fascismes environnants. Durant l'entre-deux-guerres, les initiatives des intellectuels antifascistes faisaient régulièrement l'objet de contestations. Au Tessin, par exemple, les conférences culturelles de l'Association Romeo Manzoni, évoquées par Nelly Valsangiacomo, n'ont ainsi duré qu'une éphémère saison. En fin de compte, cette histoire de l'exil antifasciste en Suisse est également celle des intimidations, des pressions et des manœuvres des groupes philofascistes ; tout comme elle est celle de la méfiance et de la rigueur de milieux dominants souvent plus préoccupés par leur anticommunisme viscéral que par la défense de la démocratie.

L'affaire du quotidien antifasciste *Le Moment,* publié pendant une courte période à Genève, est intéressante. Alain Clavien cite notamment une lettre du rédacteur en chef de la *Tribune de Genève* qui cherchait discrètement à obtenir l'expulsion d'Alfred Hefter, son initiateur, sous prétexte d'une soi-disant mauvaise moralité. Par la suite, *Le Moment* a fait l'objet d'une campagne haineuse et les appels à l'expulsion du «métèque» et «juif roumain» Hefter se sont multipliés dans les milieux conservateurs. Ils ont d'ailleurs obtenu gain de cause au printemps 1934, après seulement six mois de publication du journal. Mauro Cerutti évoque un autre exemple, celui du journaliste Carlo A Prato, l'une des principales plumes du *Journal des Nations,* publié également à Genève. Bien que ses écrits soient toujours restés parfaitement mesurés, il a quand même été expulsé en 1937 dans un contexte de forte restriction du droit d'asile.

Un autre élément de réflexion sur ces antifascistes nous est encore proposé par Stéfanie Prezioso. Il concerne la difficulté qu'éprouve l'histoire à reconstruire les interactions que ces exilés entretenaient au quotidien avec la société d'accueil. Il serait pourtant intéressant, en Suisse, de mettre à jour les échanges entre les exilés et les autochtones pour

faire mieux connaître les perceptions des uns et des autres, ainsi que les postures effectives de la population suisse de cette époque face aux dictatures fascistes alentour.

D'une manière plus générale, la figure de l'intellectuel antifasciste mériterait une plus ample réflexion en ce XXIe siècle qui a tendance à en oublier le rôle pour la sauvegarde des droits démocratiques. S'agissant de personnalités intellectuelles, la prise en considération de la pluralité potentielle de leurs postures antifascistes et de leurs engagements concrets devrait être mieux connue. L'antifascisme était bien présent pendant les pires moments de l'histoire européenne. C'était le sens de la manifestation du 9 novembre 1932 à Genève, noyée dans le sang par des autorités aveugles pour protéger une parodie de procès philofasciste aux relents antisémites. C'était le cas pour un grand nombre d'hommes et de femmes qui provenaient de milieux différents; il y avait parmi eux des communistes; mais ils ne peuvent pas être réduits pour autant à cette mouvance comme l'ont toujours laissé entendre ceux qui cherchaient un prétexte pour leur complaisance à l'égard de la barbarie; et comme continuent de le faire ceux qui cherchent ici et là à réviser l'histoire tragique du XXe siècle en se conformant après coup à la pensée dominante.

L'intérêt des figures et des expériences évoquées dans ce volume est justement de nous en rappeler l'existence et la diversité.

Charles Heimberg

Léonard Burnand, Damien Carron, Pierre Jeanneret, *Livre et militantisme, La Cité Editeur 1958-1967*, sous la direction de François Vallotton, postface de François Maspero. Lausanne, Editions d'en bas, 2007, 201 p.

Cet ouvrage collectif est le cinquième à paraître sous l'enseigne de Mémoire Éditoriale, fondation qui encourage l'étude de l'histoire du livre, de ses métiers et de ses acteurs. Président de cette fondation et directeur de la présente étude, François Vallotton rédige la contribution introductive en rappelant le «petit séisme» que provoque en France la publication par les Éditions de Minuit de *La Question* d'Henry Alleg, premier témoignage écrit par une victime de la torture pratiquée en Algérie, qui «s'impose rapidement comme un ouvrage emblématique pour la dénonciation d'une guerre coloniale atroce qui ne veut pas dire son nom». Il expose ensuite les circonstances qui amènent la réédition de ce brûlot, destiné à être interdit dans l'hexagone, par un intellectuel engagé de 25 ans, Nils Anderson, lausannois mais de citoyenneté suédoise, passionné de littérature et déjà diffuseur pour la Suisse de plusieurs maisons d'éditions françaises, celles de Minuit notamment. Ainsi naît La Cité Éditeur dont l'historien esquisse la courte existence, puis il précise que le catalogue sera analysé par trois contributions en fonction de la chronologie, du genre des livres publiés et de l'évolution idéologique de l'éditeur. Le propos se termine par un rapprochement entre Anderson et François Maspero, Giangiacomo Feltrinelli, Klaus Wagenbach, qui tous associent étroitement leur

métier d'éditeur et celui de jeune militant, mettant sur le marché une littérature politique qui contribuera à l'éducation de la génération contestataire de la fin des années 60.

Damien Carron traite de la phase « algérienne » de La Cité Éditeur, marquée par des publications ou des rééditions de livres impubliables ou déjà interdits en France. *La Gangrène, Les Disparus* et *La Pacification,* trois titres parus dans le sillage de *La Question,* renforcent la dénonciation des crimes de l'Armée française. Viennent ensuite des ouvrages défendant la cause de l'indépendance de l'Algérie, traduisant l'implication d'Anderson dans les réseaux de soutien au FLN, ce dont il s'explique dans la postface de Le Temps de la Justice. Cet ouvrage faillit ne pas être publié, son auteur, Robert Davezies, abbé de la Mission entré au service de la résistance algérienne, étant arrêté le 29 janvier 1961 à Lyon alors qu'il rencontrait Anderson pour lui remettre son manuscrit. L'éditeur sera relâché le lendemain, mais depuis lors interdit de séjour en France. Qui de l'éditeur ou de l'auteur était filé? Y a-t-il eu collaboration entre les polices française et helvétique? Ces questions demeurent aujourd'hui controversées, mais Anderson tombait alors dans le collimateur de la police fédérale. Il sera l'objet d'une surveillance sans faille, comme en témoignent son dossier impressionnant et les annotations agacées ajoutées dans les marges.

Le volet plus strictement littéraire du catalogue est analysé par Léonard Burnand qui écrit: « Passionné par les rapports entre art et politique, Anderson s'est intéressé très tôt au théâtre militant et à la manière dont celui-ci s'emploie à transformer les salles de spectacle en lieux de questionnement, de critique sociale et de remise en cause d'un certain nombre de normes. » Dans la tradition de Brecht, à la suite de Dürrenmatt et de Frisch et en s'inspirant du Théâtre National Populaire, l'ambition était de renouveler la scène romande en publiant des auteurs comme Henri Debluë et Franck Jotterand, dont les pièces jouées aux Faux-Nez susciteront quelques remous. L'éditeur a également participé à la naissance du Théâtre Populaire Romand, avec *Les Murs de la ville* de Bernard Liègme (1961) et *Le Procès d'une truie* (1962) de Debluë. La suite de la contribution se concentre sur la polémique à Genève sur l'œuvre de Walter Weideli, *Un banquier sans visage,* pièce montée à l'occasion du 150e anniversaire de l'entrée de la République dans la Confédération. Le portrait peu flatteur de Necker visait le rôle des banques privées dans la Cité de Calvin, déclencha une vague de protestation patriotique et ouvertement anticommuniste à laquelle s'ajouta l'intervention des descendants de la famille du Ministre de Louis XVI. Quant à Anderson, qui avait publié la pièce, il se garda d'intervenir, mais son nom fut exploité comme celui d'un agitateur politique.

Pas de rupture dans l'évolution politique de Nils Anderson, mais une continuité, des premiers engagements aux prises de position et publications pro-chinoises et révolutionnaires des années 60!, remarque Pierre Jeanneret qui présente les années « maoïstes » du catalogue de la Cité et l'expulsion de leur éditeur. Il évoque les liens conservés avec l'avocat Jacques Vergès, un des auteurs du livre *Les Disparus,* qui s'installe à Alger après l'indépendance et lance le périodique *Afrique Révolution*. Anderson est alors chargé de publier une version anglaise de la revue

qui devient, peu après, *Africa, Latin América, Asia: Revolution.* Tiré à 10 000 exemplaires, le mensuel est entièrement financé par la Chine qui cherche à rassembler autour d'elle les mouvements révolutionnaires du tiers monde. Au début de 1964 est fondé le Centre Lénine dont le périodique *Octobre* vise à montrer que les maoïstes sont les héritiers authentiques de la révolution prolétarienne, alors que le Parti du travail serait englué dans le révisionnisme. Ces deux organes critiquent la politique de coexistence pacifique, dénoncent la guerre du Vietnam bien avant qu'elle ne soit officiellement déclarée, le régime de l'Afrique du Sud, les dictatures d'Amérique latine, comme celles de l'Espagne et du Portugal. Ces articles ne touchaient qu'un nombre très restreint de lecteurs suisses, mais suscitent quelques réactions des ambassades ce qui permet au Conseil fédéral de s'aligner sur les pressions de la police politique et de décréter l'expulsion du Suédois pour janvier 1967.

Relevons la bonne facture de ce beau livre, la qualité de son illustration, l'intérêt soutenu du lecteur jusqu'à la postface de François Maspero qui, au-delà de l'hommage rendu à son confrère, évoque avec singularité le quotidien chahuté d'un petit éditeur confronté aux corollaires d'un engagement surveillé par le pouvoir. Mémoire éditoriale parvient donc à brosser le portrait d'une maison d'éditions aux dimensions modestes, tout en éclairant les enjeux intellectuels et idéologiques de la Suisse durant la guerre froide, peu avant les mouvements contestataires au tournant des années 60 et 70.

Michel Busch

Monique Pavillon (dir.), *Itinéraires de femmes et rapports de genre dans la Suisse de la Belle-Époque,* Les Annuelles n° 10, Lausanne, Antipodes, 2007, 391 p.

S'appuyant sur des travaux de mémoires et sur quelques travaux d'un séminaire de recherche, ce volume propose une douzaine de contributions portant sur l'histoire des femmes en Suisse romande et au Tessin.

Chloé Issenmann ouvre le livre avec un texte consacré à l'école Vinet de 1884 à 1908, époque durant laquelle l'institution est dirigée par Sophie Godet. Cette école secondaire lausannoise est destinée aux jeunes filles de bonne famille et l'auteure discute la dialectique entre éducation et émancipation, en n'évitant pas toujours les anachronismes. Travaillant sur des archives familiales très riches, Fiorella Castanotto s'intéresse à la formation d'une jeune fille de bonne famille, Emilie Gourd, en tentant de comprendre comment l'on devient féministe. Corinne Dallera s'interroge sur l'influence américaine sur le féminisme suisse au tournant du XXe siècle. Elle montre comment se font les connexions, personnelles notamment entre Harriet Clisby, Camille Vidart, Emma Piczynska-Reichenbach et Hélène von Mülinen, mais aussi institutionnelles d'une certaine manière, l'Exposition universelle de Chicago en 1893 jouant un rôle de déclic pour le premier Congrès des Intérêts féminins de Genève en 1896 et plusieurs associations, Union des femmes de Genève ou Ligue sociale d'acheteurs empruntant leurs modèles outre-Atlantique. Nicole Schweizer a suivi l'itinéraire d'une peintre et

graveuse, Violette Diserens, et part de son itinéraire pour s'interroger sur la place des femmes dans le champ artistique suisse. Exclues de la Société des peintres, sculpteurs et architectes suisses (c'est en 1973 seulement que cette société ouvrira ses portes aux femmes...), les femmes fondent la Société suisse des femmes peintres, sculpteurs et décorateurs, tout en hésitant sur la tactique à suivre: artistes ou femmes? Le discours de réception sur la sensibilité féminine illustre bien la difficulté d'un positionnement de genre trop marqué, encore qu'il soit une manière d'exister. La première partie du livre se termine par un texte d'Anna Benelli, qui a travaillé sur une correspondance familiale touchante. La famille Sartori habite le val Maggia et elle est confrontée à l'émigration masculine, les femmes restant au Tessin, responsable des vieux et des jeunes, responsables aussi de préserver le petit domaine familial. C'est avec beaucoup de sensibilité et de finesse que l'auteure rend compte de la vie difficile de Filomena, seule des quatre filles à rester célibataire pour s'occuper des parents et attendre avec impatience et résignation le retour des Etats-Unis du frère.

Alors que la première partie du livre offre des thématiques diverses, la seconde est centrée sur la femme écrivaine et journaliste. François Vallotton démontre fort bien comment, au tournant du XXe siècle, le rapide développement du monde éditorial ouvre les portes à de nouveaux bataillons d'écrivains et d'écrivaines. Documentés essentiellement par les correspondances conservées dans le fonds Philippe Godet à Neuchâtel, les articles suivants (Monique Pavillon, Céline Schoeni, Véronique Czaka, Danielle Jaccoud) défendent une thèse: dans le domaine littéraire, les femmes sont cantonnées au rôle de prolétariat sous-payé et exploité que l'on enferme dans les genres dévalorisés de la littérature moralisante ou destinée à la jeunesse. Les arguments ne manquent pas, mais les manières de Procuste parfois utilisées ne convainquent pas toujours et on regrettera surtout l'absence de comparaison avec des itinéraires d'écrivain qui auraient permis d'affiner une analyse de genre un brin convenue.

L'article de Marc Vaucher s'arrête au journal tenu par les «Dames receveuses» de l'Union des femmes de Lausanne en 1902-1903. Le local de l'Union des femmes est en effet ouvert quelques heures par jour et, à tour de rôle, plusieurs de ses membres assurent la permanence, consignant dans un petit journal les événements de cette veille — peu nombreux, il faut le dire... L'auteur analyse avec délicatesse ces notations rares, attentif à y repérer une identité timide en construction.

Dans le panorama que propose l'ouvrage, l'écrivain Mario, pseudonyme de Marie Trolliet, occupe une place à part, de par sa confession catholique. Séverine Desponds s'attache à son itinéraire, en s'attardant à la constitution de la réputation et à la réception de celle qui apparaissait dans les années 1890 comme le chantre du Valais.

Au final, un livre riche d'informations et de vues originales, parfois enfermé dans des schémas, mais qui, pour le dire comme Lucien Febvre, apporte un bon meuble meublant d'histoire dans une pièce encore trop vide de l'historiographie suisse.

Alain Clavien

Pauline Milani, *Femmes dans la mouvance communiste suisse. La Fédération des femmes suisses pour la paix et le progrès. Un militantisme entre conservatisme et émancipation, 1952-1969,* Neuchâtel, éditions Alphil, 2007, 176 p., ill.

Nous avions publié dans le *Cahier* 21 un article de Pauline Milani consacré à la revue Horizons féminins. Depuis lors, l'historienne a étendu ses recherches à la société éditrice, la Fédération des Femmes suisses pour la Paix et le Progrès, elle-même section de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF), créée à Paris en 1945. Comme d'autres organisations nées dans l'euphorie de la victoire commune sur le fascisme, la FDIF apparaît dans le contexte de la guerre froide comme un relais de l'influence soviétique dans l'Europe divisée.

La section suisse se ramifie en une dizaine de groupements locaux, principalement en Suisse romande et dans quelques grandes villes alémaniques. Dirigée par des militantes ou épouses de politiciens du Parti suisse du Travail, telle Charlotte Muret qui siège au bureau de la FDIF, la Fédération cherche à regrouper des femmes progressistes mais apolitiques sur des thèmes dits féminins, la maternité ou l'éducation, de même que sur des thématiques sociales et politiques comme le droit de vote des femmes. Cependant, dans un pays où l'anticommunisme est un ingrédient majeur de la culture politique, la Fédération peine à trouver sa place et à se distinguer du PST avec lequel elle entretient des relations ambiguës. Ses prises de position et ses publications contribuent au demeurant à alimenter le manichéisme ambiant par leurs peintures idéalistes, pour ne pas dire idolâtres, de la réalité sociale en URSS et dans les démocraties populaires d'Europe de l'Est.

Après l'intervention des troupes soviétiques en Hongrie, la Fédération est l'objet d'un véritable ostracisme, y compris de la part des autres organisations féminines et singulièrement durant la campagne précédant la votation de 1959 sur le suffrage féminin : un homme misogyne est plus fréquentable, aux yeux des bourgeoises et des sociales-démocrates, qu'une femme rouge. Difficultés de recrutement, problèmes de trésorerie, concurrence des nouveaux mouvements féministes des années 60, elle est contrainte de réduire ses activités puis de disparaître en 1969, deux ans avant que le hérisson helvétique se résigne à concéder l'une de ses revendications essentielles, l'égalité politique.

Pauline Milani a le mérite de tirer de l'oubli des militantes généreuses et courageuses, tout en s'interrogeant sur leur complaisance à paraphraser la propagande stalinienne. Leur naïveté, pour reprendre le terme utilisé par l'historienne, n'a finalement d'égale que l'obsession de la Police politique à considérer leur engagement comme une menace pour la sécurité du pays et celle de ses limiers à noircir fiches après fiches, sans émouvoir apparemment les défenseurs officiels des libertés fondamentales.

Michel Busch

Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco: de la guerre civile à la mort du dictateur (1936-1975)*, Lausanne, Antipodes, 2006, 486 p.

Le 17 juillet 1936, les troupes espagnoles stationnées dans le protectorat du Maroc se soulèvent, marquant le début de la guerre civile espagnole. Le gouvernement suisse est attentif aux événements sur la péninsule et aux changements politiques qu'ils impliquent. Dès 1936, la teneur des relations entre les deux pays change et l'Espagne commence à occuper une place importante dans l'agenda diplomatique suisse. La reconnaissance officielle du régime par le gouvernement helvétique témoigne de son souhait d'entretenir de bonnes relations. Avant même la fin de la guerre civile et dix jours avant la Grande-Bretagne et la France, le Conseil fédéral reconnaît officiellement le nouveau gouvernement, cherchant ainsi à se ménager une place de partenaire privilégié. Les autorités helvétiques ont-elles soutenu et favorisé la prise du pouvoir des nationalistes et contribué à la pérennité du franquisme? C'est une des questions que pose Sébastien Farré dans le livre tiré de sa thèse. Sous couvert de neutralité, elles ont fait le nécessaire pour ne pas prétériter les relations futures entre les deux États, quitte parfois à écorcher cette neutralité. Berne doit également veiller à ne pas provoquer une vague de protestation dans l'opposition. Les mouvements de gauche suisses soutiennent le camp républicain et restent attentifs aux écarts du gouvernement.

L'étude menée par le chercheur ne se résume pas à une histoire des relations diplomatiques entre les deux pays. Les échanges économiques qui préfigurent les relations diplomatiques, notamment lors de l'envoi de la mission Brand, qui aboutit le 9 septembre 1937 à un accord commercial provisoire, tiennent une place importante. Alors que les autorités helvétiques cherchent à ménager une place pour l'industrie nationale en Espagne, du côté franquiste le but de ces négociations est surtout d'obtenir une reconnaissance en tant que belligérant et d'obtenir des devises. Parallèlement aux discussions commerciales, le représentant de Burgos à Berne essaie par tous les moyens d'obtenir un statut diplomatique. Les nationalistes auraient beaucoup apprécié que leur envoyé soit reconnu ainsi, surtout à cause de la réputation de pays neutre dont jouit la Suisse. Les aspects économiques des relations se développent pendant la Seconde Guerre mondiale et pour Berne l'Espagne devient un partenaire doublement important, capable d'offrir à l'économie suisse des débouchés commerciaux et des services de transit vers d'autres continents.

L'auteur replace aussi les relations entre les deux pays dans un cadre européen. Le lecteur verra assez vite l'importance tenue par le contexte dans cette histoire. Elle commence avec la guerre civile, la politique de non-interventions des puissances d'Europe de l'Ouest et malgré cela, l'intervention de l'Italie, l'Allemagne et l'URSS. La période est aussi traversée par une guerre mondiale et par le triomphe puis la défaite de l'Allemagne nazie. Elle se termine avec la guerre froide. Ainsi les deux pays bien que n'étant pas belligérants s'adaptent et se positionnent dans cet ordre européen en pleine mutation.

L'historien s'est aussi donné comme but de saisir les relations entre les populations des deux pays. Dans la période de la guerre civile, ces relations sont incarnées par le soutien des brigadistes suisses à la cause républicaine et l'aide humanitaire apportée par diverses associations et mouvements politiques notamment pour protéger et nourrir les enfants espagnols des zones de combat. Plus proches de la mort du dictateur, les mouvements de populations entre les deux pays sont aussi étudiés. La question de l'exil républicain durant la guerre civile ouvre les parties dédiées aux échanges de populations qui se prolongent sur les migrations du début des années 1960. L'auteur aborde sur toute la période les liens entre les mouvements ouvriers des deux pays, du soutien au petit nombre de réfugiés républicains qui ont réussi à entrer en Suisse aux comités de solidarité aux opposants du régime franquiste.

Le projet de Farré était de croiser les sources helvétiques avec les documents espagnols. La difficulté semble avoir surtout résidé du côté espagnol, tant les sources sont dispersées dans les différentes institutions, difficiles d'accès voire impossibles à localiser. L'exemple le plus choquant est la documentation de l'Institution de l'émigration espagnole qui aurait dû être conséquente et qui se révéla inaccessible. L'auteur n'exclut pas qu'elle soit un jour retrouvée dans les sous-sols de l'administration espagnole, si elle n'a pas été détruite. À l'inverse, le modus vivendi conclu en 1962 entre la police politique espagnole et la Police fédérale pour contrôler certains militants en Suisse est connu grâce aux archives espagnoles.

L'étude est établie sur un plan chronologique couvrant la période du début de la guerre civile à la mort du dictateur. Elle est divisée en trois parties: guerre civile, Seconde Guerre mondiale et après-guerre jusqu'à la fin du régime franquiste. La première partie est naturellement la plus substantielle puisqu'elle comprend la genèse des relations entre le futur régime franquiste et le gouvernement fédéral.

Ce travail contribue aussi à éclairer l'attitude de Berne sur toute la période. Sa volonté de maintenir une bonne santé économique pour le pays et de se positionner dans un ordre européen dominé par l'Allemagne, entre 1940 et 1943, est visible dans ses rapports avec l'Espagne. Dans la période qui suit la guerre, le Conseil fédéral adopte une attitude différente encore une fois conditionnée par les événements. L'anticommunisme affiché des autorités helvétiques donne aussi une clé pour comprendre leur attitude à cette époque.

Alix Heiniger

***Gesichter in der Menge. Kollektivbiographische Forschungen zur Geschichte der Arbeiterbewegung. Mouvement ouvrier, biographie collective, prosopographie.* Hg. Bruno Groppo und Berthold Unfried im Auftrag der Internationalen Tagung der HistorikerInnen der Arbeiter- und anderer sozialer Bewegung (ITH), Wien, Akademische Verlagsanstalt, 2006.**

Résultat de la 41e conférence de Linz, ayant réuni en septembre 2005 à l'initiative de l'ITH une quinzaine de chercheurs internationaux des sciences humaines sur l'histoire du mouvement ouvrier, cet ouvrage a l'avantage d'offrir, dans un format restreint, un assez large

éventail des études socio-biographiques et prosopographiques qui se sont multipliées depuis deux décennies.

L'approche prosopographique – entendue par les organisateurs dans son acception la plus large (Berthold Unfried) – désigne, selon Claude Pennetier, directeur du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français,* communément appelé *Le Maitron,* une méthode d'histoire sociale définie comme «l'étude des traits généraux d'un groupe d'acteurs sociaux ou politiques à travers l'analyse de leurs itinéraires individuels, ou encore la mise en parallèle de biographies individuelles pour faire apparaître aussi bien les traits communs que les facteurs discriminants parmi les individus appartenants au groupe étudié: une méthode qui n'est pas spécifique de l'histoire ouvrière, mais qui s'est avérée particulièrement fructueuse dans cette discipline».

Dans l'introduction, Bruno Groppo rappelle que le souhait des organisateurs n'était pas tant d'établir un inventaire exhaustif des dictionnaires ou travaux prosopographiques en cours, que de surmonter le relatif isolement, essentiellement pour des raisons linguistiques, dans lesquelles ces recherches ont été conduites, en discutant – dans une perspective comparative – les aspects méthodologiques, les problèmes rencontrés, les résultats obtenus et les perspectives de ce type d'approches.

Il convenait à cet égard de mesurer l'apport d'autres disciplines comme la sociologie, la socio-histoire et la micro-histoire à l'histoire des biographiques collectives.

Le renouvellement des études du mouvement communiste est à cet égard particulièrement riche depuis que l'ouverture des archives soviétiques a permis aux chercheurs d'accéder à de nouveaux types de sources – documents autobiographiques, comptes rendus de séances de critique et d'autocritique, aveux, déclarations de loyauté, écrits privés et collectifs – provenant des archives ex-soviétiques et d'autres archives communistes.

L'importance accordée à l'encadrement biographique et à la construction de soi qui sont été un trait distinctif du mouvement communiste – B. Pudal propose une interprétation du communisme comme une forme particulière de «biocratie» – permet ainsi d'affiner le portrait et l'itinéraire des militants communistes, grâce à des recherches systématiques.

Si les contributions de Kevin Morgan, sur les communistes britanniques, et d'Hermann Weber, sur les dirigeants du KPD, privilégient le cadre national avec ses spécificités, celles de José Gotovitch (sur les Kominterniens de langue française), de Klaus Meshkat (le Komintern en Amérique latine) et de Michael Buckmiller sur les membres de l'appareil de l'Internationale communiste, permettent néanmoins d'apprécier l'homogénéisation des comportements résultant du contrôle effectué par le centre.

Le développement lors des deux dernières décennies de l'approche prosopographique (la contribution de Jürgen Mittag fait l'historique de cet engouement) témoigne pourtant selon les éditeurs du rejet progressif d'une certaine vision macro-historique «substantialiste» des classes sociales et de la volonté de nombreux historiens ne pas réduire le communisme au système de pouvoir soviétique pour le réinscrire dans l'histoire du mouvement ouvrier. Plusieurs contributions soulignent d'ailleurs la

nécessité de repenser le concept même de mouvement ouvrier, comme celle d'Horacio Tarcus, qui a opté pour un dictionnaire biographique de la gauche en Argentine de préférence à un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier. D'autres auteurs ont entrepris de présenter les biographies collectives du mouvement coopératif en France (Patricia Toucas-Truyen), des socialistes juifs de Russie (Claudie Weill), des parlementaires sociaux-démocrates en Allemagne (Jürgen Mittag) et des femmes allemandes dans la résistance française (Ulla Plener).

Enfin, l'importance du lien générationnel, que l'on retrouve dans de nombreuses contributions (en particulier celle d'Ottokar Luban sur le noyau berlinois de Spartakus), est au centre de la réflexion extrêmement stimulante que Klaus Tenfelde consacre à la social-démocratie allemande.

Notons pour conclure, comme l'ont fait Claude Pennetier et José Gotovitch, l'originalité du *Maitron* – premier dictionnaire ayant refusé l'approche hagiographique (voir à cet égard le texte de Feliks Tych sur le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier polonais) – qui joua un rôle de pionnier et de modèle de référence pour les dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier des autres pays. L'équipe du *Maitron* contribua ainsi largement au renouvellement de la discipline comme en témoigne ce petit livre passionnant, qui participe d'une véritable réflexion collective.

Jean-Francois Fayet

Julien Wicki, *«On ne monte pas sur les barricades pour réclamer le frigidaire pour tous». Histoire sociale et politique du Parti socialiste vaudois (1945-1971)*, Lausanne, Antipodes, 2007, 221 pages.

L'ouvrage de Julien Wicki, tiré d'un récent mémoire universitaire, part d'un double constat: d'une part, celui de la relative discrétion de la recherche historique en Suisse sur les plus grands partis politiques, contrairement à ce qui s'observe pour les mouvements minoritaires et plus radicaux; d'autre part, s'agissant de la social-démocratie, celui bien connu d'une contradiction forte et constante entre des aspirations profondes à la transformation sociale et une non moins profonde intégration institutionnelle dans les rouages de l'État bourgeois; un État qui cherche à se préserver de ladite transformation. Portant sur une section cantonale du Parti socialiste, pour la période d'après-guerre, l'étude proposée dans ce volume constitue une très bonne illustration de ce phénomène, encore renforcé par les particularités du système politique suisse.

L'un des éléments symboliques de l'intégration politique de la social-démocratie est constitué par la presse partisane. De ce point de vue, la disparition, en 1971, du quotidien *Le Peuple-La Sentinelle* a été analysée par son dernier rédacteur en chef comme l'échec d'un journal dont la rédaction dépendait trop des organes d'un parti qui n'était plus d'opposition sans parvenir pour autant à se profiler comme non-conformiste. On peut toutefois se demander si l'événement ne s'inscrit pas aussi dans la tendance générale de

disparition de la presse d'opinion. Julien Wicki met également en évidence la faible présence ouvrière parmi les dirigeants du parti, ainsi que le glissement sociologique, assez classique, de ses membres vers les classes moyennes et de plus hauts revenus. Mais la question clé est d'abord celle de la participation socialiste dans les exécutifs, qui apparaît comme la seule garante du financement du parti et de sa possibilité d'exercer réellement une influence. En Suisse, elle se pose en plus d'une manière singulière pour le Conseil fédéral, rendant impossible toute position critique sur la politique de défense nationale; ce qui a joué un rôle fondamental dans la modération de ceux de ses dirigeants qui aspiraient à y entrer.

Cette étude reste centrée sur une histoire politique et idéologique du Parti socialiste vaudois. Elle nous montre un mouvement enclin à user d'une rhétorique forte dans sa presse et ses appels électoraux, mais plutôt modéré dans ses actes politiques, à l'image d'un Pierre Graber expliquant l'intérêt d'avoir intégré des bourgeois dans la municipalité lausannoise rouge de 1945 pour ne pas avoir à céder aux popistes en toutes circonstances. Mais elle donne surtout à voir cette ambiguïté permanente entre une respectabilité renforcée par toute prise de distance à l'égard du communisme et un statut de force alternative face à la domination radicale.

Le récit de Julien Wicki se clôt sur le congrès d'Épalinges de 1971, un moment de réaffirmation de valeurs progressistes et de renouvellement des acteurs du parti après que Pierre Graber avait été élu au Conseil fédéral; un épisode marqué aussi par une ouverture à l'égard du POP. Mais les contradictions demeurent, l'auteur ayant par exemple bien mis en évidence les réticences du parti, malgré ses mots d'ordre publics, à l'égard de la prise en compte des droits des femmes et de ceux des travailleurs étrangers.

Cette étude, fort intéressante, aurait peut-être pu se démarquer davantage d'une dimension strictement politique. Elle aurait notamment gagné à interroger la sociabilité de ce monde socialiste. On regrettera en particulier qu'elle n'ait pas du tout abordé la scène syndicale sur laquelle beaucoup s'est sans doute joué quant aux relations avec les autres forces politiques de la gauche; et sans laquelle on ne peut pas vraiment comprendre la nature et l'ampleur de l'intégration du socialisme en Suisse que l'auteur cherchait à analyser. Ce problème est toutefois bien posé dans cette étude, pour une période qui a sans doute été décisive à cet égard. Il transparaît dans toute sa force, mais également dans toutes ses nuances. Dès lors, la contradiction demeure; ce qui explique que dans ce mouvement socialiste qui a tant de peine à jouer pleinement son rôle d'opposition, la générosité des uns continue de côtoyer le conformisme démobilisateur des autres.

Charles Heimberg

Boillat Valérie, Degen Bernard, Joris Elisabeth et al. (dir.), *La valeur du travail: histoire et histoires des syndicats suisses*, Lausanne, Antipodes, 2006, 330 p., ill.

À l'occasion de son 125e anniversaire, l'USS a financé la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire syndicale en Suisse. *La valeur du travail* est composé d'une chronique menée par Bernard

Degen et d'une trentaine d'encadrés de taille variable portant sur une thématique, un événement ou un personnage. La périodisation retenue pour la chronique est très classique. Elle se décline en six parties : le mouvement ouvrier avant la fondation de l'USS ; les débuts de l'USS ; la Grève générale et la Première Guerre mondiale ; l'entre-deux-guerres ; la Deuxième Guerre mondiale ; les Trente Glorieuses et enfin « nouvelles crises, nouvelles orientations ».

Ces chapitres s'ouvrent sur des tableaux panoramiques de la situation économique et politique de la période. Les données numériques y sont fournies en quantité abondante pour rendre compte des structures qui servent de toile de fond à l'histoire syndicale. De même, une attention particulière est portée aux aspects institutionnels de cette histoire. Fusions, regroupements, dissolutions de sections, d'unions, de fédérations, rien n'est oublié dans cette chronique, ce que confirme l'impressionnante liste de sigles annexée au volume.

Quelle que soit la minutie de la reconstitution des contextes et des événements, l'ouvrage laisse l'impression générale que l'histoire des syndicats est une histoire sans agents. La chronique univoque proposée par Degen semble être le récit d'une marche inéluctable vers l'avenir dans laquelle les syndicats agissent en fonction d'un contexte sans disposer d'aucune autonomie. En 1980, Schmid et Garbani justifiaient leur choix d'un récit chronologique linéaire en soulignant que l'historiographie syndicale dominante (Constant Frey, Beno Hardmeier ou Reymond-Sauvain) recourait fréquemment au découpage thématique[1]. « C'est, écrivaient les deux auteurs, une méthode qui peut être intéressante [...] mais qui se trouve avoir dans les ouvrages mentionnés l'effet constant de camoufler toute une série de relations déterminantes entre les situations concrètes et les décisions prises, donc de noyer complètement certains aspects politiques. » (p. 8) Vingt-six ans plus tard, alors que de nouvelles questions se posent au syndicalisme, on peut se demander si ce choix se justifie toujours et s'il n'aurait pas mieux valu développer aussi de véritables analyses thématiques sur des questions comme l'intégration, la solidarité internationale, les débats internes, les sections régionales, etc.

Le recours très fréquent à des indicateurs économiques classiques – dont la pertinence n'est jamais discutée – (produit intérieur brut, chômage, nombre de grèves, distribution des actifs, etc.) contribue bien sûr à évacuer les agents de cette histoire. D'ailleurs, ces innombrables indications quantitatives dispersées dans le texte entravent la lecture et la compréhension des enjeux. Pour ne donner qu'un exemple, l'indication en valeur absolue de la distribution des actifs par secteur économique (p. 16-17 et 50-52) n'aide pas vraiment à se faire une idée des structures sociales décrites. Qui, en effet, même parmi les spécialistes, comprend ce que signifient les chiffres de 60 000 travailleurs de l'horlogerie ou de 100 000 fileuses et fileurs respectivement vers 1870 et vers 1800 ? On peut s'interroger identiquement sur le procédé consistant à donner le nombre de membres des sections syndicales à l'unité près.

Certes, *La valeur du travail* marque une ouverture, remarquable dans un

1. Philippe Garbani, Jean Schmid, *Le syndicalisme suisse, histoire politique de l'Union syndicale, 1880-1980,* Lausanne, Éditions d'en bas, 1980.

ouvrage commémoratif, sur des thèmes comme les femmes dans le syndicat, les syndicats et la question des immigrés ou l'anticommunisme. Toutefois, le sentiment de lire une histoire sans agents est également renforcé par l'étanchéité maintenue entre les encadrés et la chronique. Cette dernière – qui occupe la part essentielle du volume – est, on l'a dit, toute faite de chiffres, de tendances, d'institutions; les encadrés, à l'inverse, d'anecdotes, d'individus exemplaires, de thématiques. Tout se passe comme si les deux approches étaient inconciliables, impossibles à articuler.

Le résultat de cette construction historiographique hybride n'est guère convaincant. *La valeur du travail* apparaît comme un manuel d'histoire syndicale basé sur un récit unifié et indiscutable. De nombreuses questions cruciales sont largement passées sous silence, en particulier la séparation de plus en plus forte au fil du temps entre la fraction dominante des syndicats (appareil bureaucratique et représentatif national) et la fraction dominée (sections régionales, militants). Il ne suffit pas de se débarrasser de la question en donnant des exemples de parcours biographiques (p. 254-255) ou en invoquant l'effet de la généralisation du paiement des cotisations par compte de chèque postal (p. 226).

Les historiens auraient tout intérêt à prendre en compte les acquis de la sociologie du monde ouvrier pour faire l'histoire des syndicats. Les travaux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, par exemple[2], montrent l'influence considérable des transformations de la formation scolaire des travailleurs sur la relation entre ceux-ci et les institutions qui les représentent. Certes il s'agit là, pour les historiens de la Suisse, de pistes nouvelles, de tentatives. Et l'on ne peut sans doute pas demander à un tel ouvrage de commande, dans un contexte commémoratif, d'être à la pointe de la réflexion historiographique, alors même que la recherche sur l'histoire du syndicalisme suisse n'est pas suffisamment développée dans le monde universitaire. Mais n'est-il pas dommage que « les syndiqués curieux de leur propre histoire » (p. 9) doivent toujours se contenter de fausses certitudes?

Frédéric Deshusses

2. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard,* Paris, Fayard, 1999.

Seidenband. Kapital, Kunst & Krise. Exposition permanente, Museum. BL, Liestal.

Aux marges de la chimie bâloise et des prestigieuses institutions culturelles qu'elle finance, le Musée cantonal d'histoire de Bâle-Campagne, Museum. BL, présente l'une des rares expositions dévolues en Suisse à l'histoire industrielle et ouvrière. *Seidenband. Kapital, Kunst & Krise* retrace plus de deux siècles d'activités de la passementerie bâloise, de son émergence au XVIIe siècle à son déclin à partir de la Première Guerre mondiale. L'exposition déploie sur deux étages de l'ancien arsenal un parcours alliant évolution historique de la production de ruban – du travail à domicile à l'industrialisation et son déclin – et approfondissement thématiques – conditions de travail, vie quotidienne, mode de production, matières premières, commer-

cialisation, mode, etc. Évidemment, l'aspect proprement technique n'est pas oublié: un imposant métier à tisser, accompagné d'une animation multimédia, tente, avec un succès relatif, de nous initier à la complexité du travail de fabrication des rubans. L'intérêt de l'exposition réside toutefois avant tout dans l'attention portée aux aspects sociaux et économiques et dans la qualité de leur mise en scène. Des niches aux atmosphères spécifiques traitent des divers thèmes à l'aide d'objets et documents originaux, notamment la magnifique collection de rubans de la fabrique Seiler, fermée en 1974. Plutôt que de présenter la collection en elle-même, les pièces sont mises au service de l'exploration thématique: ainsi les multiples insignes et rubans festifs rendent compte du fait associatif, alors que diverses séries d'échantillons et de couleurs permettent de détailler les étapes du processus de fabrication. Passementiers et passementières, ouvriers ou travailleuses à domicile, ne sont pas oubliés puisque plusieurs stations sonores ou visuelles leur donnent la parole, leur permettant d'évoquer le rôle de la passementerie dans leur vie professionnelle et quotidienne, des conditions travail à l'inexorable déclin du métier en passant par son impact sur la vie économique et sociale régionale. À ce titre, l'exposition ne pouvait évidemment pas manquer de diffuser le film d'Yves Yersin, *Les derniers passementiers,* 1972.

Patrick Auderset

Catalogue: Barbara Alder, Nathalie Unternährer, *Seidenband. Kapital, Kunst & Krise,* Liestal: Museum. BL, 2003, 42 p.

Werner Portmann, Siegbert Wolf, *Ja, ich kämpfte! Von Luftmenschen, Kindern des Schtetls und der Revolution: Biographien radikaler Jüdinnen und Juden.* Münster, Unrast, 2006, 313 p., ill.

Parmi dix portraits fascinants de personnages méconnus, deux concernent principalement la Suisse: ceux d'Isaak Aufseher (1905-1977) et de Cilla Itschner-Stamm (1887-1957), deux Juifs de Galicie aux destins fort différents. Le premier, après un séjour à Berlin, est volontaire en Espagne avec la DAS (Deutsche Anarchosyndicalisten), cible des diffamations du Comintern, s'est établi à Bâle en 1939, où il a travaillé à la fameuse librairie de Heiner Koechlin. La deuxième, épouse de l'anarchiste suisse Hans Itschner, après des séjours au Monte Verità à Ascona et à Paris – où elle apprend de Georges Cochon, l'ancêtre des squatters, des méthodes de lutte qui seront reprises par le syndicat zurichois des locataires –, a rédigé ses mémoires (une auto-anamnèse) à la clinique zurichoise du Burghölzli, où elle sera internée en 1919; elle passera la majeure partie des années suivantes dans divers hôpitaux psychiatriques.

Werner Portmann donne ses sources dans d'innombrables notes, qui ne rendent pas la lecture aisée mais qui montrent l'ampleur des recherches et des travaux qu'il serait encore possible de faire sur ces «militants anonymes» que connaît peu l'histoire académique.

Marianne Enckell

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives… sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro :

Stéfanie Prezioso, Jean-François Fayet, Introduction
Véronique Rebetez, Des anarchistes contre la Première Guerre mondiale
Jean-François Fayet et Marianne Enckell, Une correspondance : de la solidarité au désaveu
Mari-Carmen Rodriguez, Solidarités helvétiques envers la « commune espagnole » d'octobre 1934
Sébastien Farré, Mobiliser, unir, sauver : l'aide humanitaire durant la guerre civile espagnole
Karel Bosko, Du printemps à l'hiver de Prague. Quelques reflets et réactions (1968-1969)
Nuno Pereira, « Unis, nous vaincrons la dictature » : les Associations suisses de soutien à la résistance chilienne (1973-1990)
Thomas Kadelbach, « Andará Nicaragua ! » Les brigadistes suisses dans le Nicaragua sandiniste
Charles Heimberg, Les ambiguïtés persistantes du mouvement ouvrier et de la gauche entre solidarité internationale et patriotisme
Chroniques et comptes rendus

AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne

Diffusion en librairie :
Editions d'en bas,
rue des Côtes-de-Montbenon 30,
1003 Lausanne

ISBN 978-2-8290-0343-1

9 782829 003431

25 francs suisses